

**Projet de décret n° ...du ... fixant les modalités d'organisation des concours prévus aux articles 5 et 8 du décret ... portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels**

**Publics concernés :** sapeurs-pompiers professionnels de la fonction publique territoriale appartenant à la catégorie B.

**Objet :** modalités d'organisation des concours pour l'accès au cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels.

**Entrée en vigueur :** le 1<sup>er</sup> mars 2013.

**Notice :** Le décret accompagne la transposition du « nouvel espace statutaire » défini par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale qui s'impose à la filière des sapeurs-pompiers professionnels en tenant compte des spécificités opérationnelles de la profession.

Les concours sont organisés par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

Les concours internes pour l'accès aux grades de lieutenant de 2<sup>e</sup> classe et de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe comprennent des épreuves qui visent à sélectionner les sapeurs-pompiers dont les acquis de l'expérience professionnelle sont les plus solides.

Le concours externe pour l'accès aux grades de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe comprend des épreuves, complémentaires qui permettent de sélectionner des officiers possédant une culture générale, une culture administrative et une capacité physique de nature à renforcer leur capacité d'adaptation et favoriser ainsi des parcours professionnels réussis.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° XXX du XXX portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du ,

## **Décrète**

### **Titre I : Nature des épreuves des concours externes et des concours internes**

#### **Chapitre I : Concours interne de lieutenant de deuxième classe**

##### **Article 1**

Le concours d'accès au grade de lieutenant de deuxième classe de sapeurs-pompiers professionnels, prévu à l'article 5 du décret du XXX susvisé, comprend un concours interne.

##### **Article 2**

Le concours interne de lieutenant de deuxième classe comporte des épreuves d'admissibilité et des épreuves orales d'admission.

##### **Article 3**

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'un rapport technique à partir des éléments d'un dossier présentant un cas concret relatif à un sinistre. Cette épreuve a pour objet d'apprécier, d'une part, les connaissances professionnelles du candidat et, d'autre part, ses qualités de compréhension, de rédaction et d'argumentation ainsi que sa capacité à formuler des propositions de résolution adaptées (durée : quatre heures ; coefficient 3).

##### **Article 4**

L'épreuve d'admission consiste en une épreuve d'entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un lieutenant de 2<sup>e</sup> classe.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de lieutenant de 2<sup>e</sup> classe (durée : vingt minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 4).

#### **Chapitre 2 : Concours externe et interne de lieutenant de première classe**

##### **Article 5**

Le concours d'accès au grade de lieutenant de première classe de sapeurs-pompiers professionnels, prévu à l'article 8 du décret du XXX susvisé, comprend des concours externe et interne.

## Section 1 : Concours externe de lieutenant de première classe

### Article 6

Le concours externe de lieutenant de première classe comporte des épreuves d'admissibilité et des épreuves orales d'admission.

### Article 7

Les épreuves d'admissibilité comprennent :

1. Une dissertation sur un sujet d'actualité permettant de juger la cohérence du raisonnement et la qualité d'expression du candidat (durée : trois heures ; coefficient 2).
2. Des réponses à un questionnaire à choix multiple portant sur des éléments essentiels du droit public, des questions européennes et des finances publiques (durée : deux heures ; coefficient 2).

Cette épreuve a pour objet d'apprécier les connaissances d'ordre institutionnel du candidat.

### Article 8

Les épreuves d'admission comprennent :

1. Des épreuves physiques et sportives :
  - une épreuve de natation (50 mètres en nage ventrale) ;
  - une épreuve d'endurance cardio-respiratoire (Luc Léger) ;
  - une épreuve d'endurance musculaire de la ceinture dorso-abdominale (gainage) ;
  - une épreuve d'endurance musculaire des membres supérieurs ;
  - une épreuve de souplesse ;
  - une épreuve d'endurance des membres inférieurs (Killy).

Ces épreuves sont notées chacune sur 20 sur le fondement d'un barème fixé par arrêté du Ministre de l'intérieur. Le total de ces notes est divisé par 6. La note moyenne ainsi obtenue constitue la note des épreuves physiques et sportives qui est affectée du coefficient 2.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves et toute note moyenne inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

2. Une épreuve d'entretien avec le jury ayant pour point de départ un exposé du candidat motivant sa candidature. Elle est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, ses qualités de réflexion, ses connaissances générales et sa motivation (durée : vingt-cinq minutes ; coefficient 4).

Cette épreuve s'articule de la manière suivante :

- présentation du candidat et de ses motivations (cinq minutes au maximum) ;
- exposé du candidat sur un sujet d'actualité tiré au sort et réponses aux questions du jury (vingt minutes dont cinq minutes au maximum d'exposé après une préparation de vingt-cinq minutes).

## **Section 2 : Concours interne de lieutenant de première classe**

### **Article 9**

Le concours interne de lieutenant de première classe comporte des épreuves d'admissibilité et des épreuves orales d'admission.

### **Article 10**

Les épreuves d'admissibilité comprennent :

1. La rédaction d'une note administrative à partir des éléments d'un dossier portant sur un cas concret professionnel, permettant d'apprécier les qualités de compréhension et d'expression du candidat, ses capacités d'analyse et de synthèse, ses facultés à argumenter et à soutenir des propositions (durée : quatre heures ; coefficient 2).
2. Des réponses à un questionnaire à choix multiple permettant d'apprécier les connaissances de culture générale du candidat, ainsi que celles relatives à la sécurité civile et la gestion des risques, la sécurité et l'environnement (durée : une heure trente minutes ; coefficient 1).

### **Article 11**

L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe (durée : vingt minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 3).

### **Article 12**

Le programme des concours ainsi que les modalités de déroulement des épreuves physiques et sportives sont fixés par arrêté du Ministre de l'intérieur.

## **Titre II : Organisation et déroulement des concours externe et internes**

### **Article 13**

Chaque session de concours fait l'objet d'un arrêté d'ouverture pris par le Ministre de l'Intérieur.

Cet arrêté précise la liste des pièces composant les dossiers de candidature ainsi que le ou les centres où se déroulent les épreuves.

Les dossiers de candidature comprennent obligatoirement, pour tous les concours, les pièces énumérées à l'article 9 du décret du 20 novembre 1985 susvisé, et, pour les candidats au concours externe, un certificat médical délivré par un médecin de sapeurs-pompiers, attestant que les intéressés remplissent les conditions d'aptitude physique prévues à l'article 4 du décret du 25 septembre 1990 susvisé.

L'arrêté d'ouverture est publié au Journal Officiel de la République Française.

#### Article 14

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves d'un des concours est arrêtée par le Ministre de l'intérieur.

#### Article 15

Les jurys des épreuves écrites et orales des concours externe et interne sont nommés par arrêtés du Ministre de l'intérieur et composés d'au moins six membres titulaires répartis en trois collèges égaux représentant les officiers de sapeurs-pompiers professionnels du grade de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe de sapeurs-pompiers professionnels au moins, les personnalités qualifiées et les élus locaux :

Président : le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des risques ou son représentant.

Vice-président : le représentant du Centre national de la fonction publique territoriale

Autres membres :

- deux élus locaux ;
- deux représentants du personnel tirés au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels pour les grades de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe et de lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.

L'arrêté de nomination des membres du jury désigne, parmi les membres du jury, son président ainsi que le vice-président qui le remplace s'il est dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président préside le jury jusqu'à la délibération finale.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté du Ministre de l'intérieur pour participer à la correction des épreuves, sous l'autorité du jury.

## Article 16

Conformément au dernier alinéa de l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, des examinateurs spécialisés peuvent être nommés si nécessaire pour toute épreuve.

Pour les épreuves physiques et sportives, trois examinateurs spécialisés au moins sont nommés.

Ces examinateurs spécialisés sont soit trois éducateurs sportifs de sapeurs-pompiers dont un détenant au moins le grade de capitaine de sapeurs-pompiers professionnel, soit deux éducateurs sportifs et un professeur d'éducation physique et sportive.

Les examinateurs spécialisés participent aux délibérations du jury, avec voix consultatives, pour l'attribution des notes se rapportant aux épreuves qu'ils ont évaluées.

## Article 17

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

## Article 18

Il est attribué à chaque épreuve écrite ou orale une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission des concours les candidats déclarés admissibles par le jury compétent.

## Article 19

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une quelconque des épreuves écrites ou orales entraîne l'élimination du candidat.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient au moins 10 sur 20 de moyenne à l'ensemble des épreuves écrites et orales, sans note éliminatoire.

## Article 20

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points, la priorité est accordée à celui qui a obtenu la note la plus élevée à la deuxième épreuve d'admission ; en cas d'égalité de points à la deuxième épreuve d'admission, la priorité est donnée au candidat ayant obtenu la meilleure note à la première épreuve d'admissibilité ; si l'égalité subsiste, ils sont départagés par la meilleure note obtenue à la deuxième épreuve d'admissibilité.

## Article 21

Le jury est souverain. A ce titre et notamment, il arrête la note minimale permettant aux candidats d'être déclarés admissibles. Il est compétent pour prononcer l'annulation d'une épreuve.

## Article 22

Aucune modification de la composition du jury et de la liste des examinateurs ne peut être apportée après le début de la première épreuve.

## Article 23

Pour chaque concours, le jury détermine le nombre total des points nécessaires pour être admissible et sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

A l'issue des épreuves, le jury arrête la liste d'admission, dans la limite des places mises au concours.

Cette liste est distincte pour chacun des concours.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet les listes mentionnées ci-dessus au Ministre de l'intérieur avec un compte rendu de l'ensemble des opérations.

#### Article 24

Au vu de la liste d'admission, le Ministre de l'intérieur établit par ordre alphabétique la liste d'aptitude correspondante.

Cette liste d'aptitude est publiée au journal officiel de la République Française.

#### Article 25

Toute disposition antérieure et contraire au présent décret est abrogée.

#### Article 26

Le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013.